***OBJET***

***Mandat de***

**APPEL D'OFFRES - MISE EN CONCURRENCE 00000**

**Procédure sélect****ive**

**CAHIER DES CHARGES DOCUMENT C2**

**TABLE** **DES MATIERES**

**1. INFORMATIONS GENERALES**

**2. CONDITION DE PARTICIPATION**

**3. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

**DOCUMENT A RETOURNER COMPLETE A L'ADJUDICATEUR**

* **Document D2**
* **Attestations requises**

**DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE (consultables et téléchargeables sur le site:**

[**http://www.simap.ch**](http://www.simap.ch)

* Document C2, cahier des charges mise en concurrence
* Document D2, dossier et offre du candidat, document à remettre par le candidat
* .

**AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR UN SITE INTERNET****:**

1. INFORMATIONS GENERALES
   1. Nom et adresse de l’adjudicateur
   2. Nature et importance du marché
      1. Objet
      2. Descriptif
      3. Programme
      4. Situation foncière
      5. Cout déterminant pour le calcul des honoraires
      6. Prestations du mandataire
      7. Délais
2. CONDITIONS DE PARTICIPATION
   1. délai pour la remise des offres

Les dossiers de candidature doivent parvenir au plus tard le : …………….. à…………heures

**auprès de**

Adresse : ……….

Horaires : ……..

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé**.

Dossier expédié par la poste:le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d’un retard d’acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

* 1. Présentation de l’offre

Le candidat doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l’adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l’adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d’une étiquette portant la mention :

**APPEL D’OFFRES ………………..**

* 1. Recevabilité de l’offre

L’adjudicateur ne prendra en considération que les offres qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

* sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l’adresse fixées ;
* sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant ;
* proviennent d’un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d’accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l’Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l’Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002).
  1. Motifs d’exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l’adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

* le dossier est présenté dans une des langues exigées par l’adjudicateur ;
* le dossier est rempli complètement selon les indications de l’adjudicateur ;
* le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s’il n’a pas été exclu de l'appel d'offres suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de l'appel d'offres s’il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l’adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s’il a modifié les bases d’un document remis via un support électronique (disquette, CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d’autres motifs d’exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d’une commission consultative extra-parlementaire, peuvent être invoqués par l’adjudicateur.

* 1. langue officielle de l'appel d'offres et pour l’exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

* 1. Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de l'appel d'offres et pour l’exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

* 1. Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l’adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d’indiquer les pièces qu’il considère comme confidentielles.

* 1. Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l’offre.

Une offre déposée est considérée comme définitive et ferme.

* 1. Variante d'offre

Les variantes d’offre ne sont pas admises et ne seront donc pas prises en considération pour l’évaluation multicritères et lors de la décision d’adjudication

* 1. Indemnisation

L’élaboration du dossier *ne donne droit à aucune indemnité / donne droit* *à une indemnité de CHF…….*

* 1. Marché divisé en lots

L’adjudicateur n’a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître d’ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

*Tranches fermes / tranches conditionnelles*

* 1. Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

* 1. Taxe sur la valeur ajoutée

En l’absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le candidat a l’obligation d’indiquer le taux TVA qu’il applique pour le marché. Il est rappelé que l’adjudicateur vérifie le degré d’ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

1. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE L'APPEL D'OFFRES
   1. Bases légales

L'appel d'offres est soumis à :

* l’accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94: *OUI / NON*
* l’accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 : *OUI / NON*;
* la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
* la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
* la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;
* l’accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01;
* la Loi cantonale ou décret d’adhésion à l’accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0);
* le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01)
* Règlement SIA 144 - Règlement des appels d’offres de prestations d’ingénierie et d’architecture.

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d’Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH ou commander auprès de la SIA.

* 1. Engagements de l’adjudicateur

L’adjudicateur s’engage auprès des candidats à :

* traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant l’appel d’offres; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l’adjudication ou impérativement communiqués aux candidats qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l’autorité judiciaire ;
* interdire l’accès aux documents et informations par des tiers ou toutes personnes externes à l’appel d’offres, sans le consentement du candidat ;
* organiser l'appel d'offres avec un esprit d’équité, d’impartialité et de loyauté ;
* assurer la transparence de l’appel d’offres;
* garantir un déroulement optimal de l’appel d’offres.
  1. Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard le :………..à…….heures

**auprès de**

SIMAP.CH …..

E-mail …….

L’adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (e-mail).

L’adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l’adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, soit par voie postale, soit sous la forme électronique (e-mail), et donnera également la réponse aux autres candidats. L’adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

* 1. Ouverture des offres

L’adjudicateur ne procèdera pas à une ouverture publique des dossiers de l’offre. L’ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

* 1. Audition des candidats

*Une audition des candidats pourra être organisée.*

*Aucune audition n’est envisagée. Toutefois, l’adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un participant dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises.*

* 1. Critères d’ADJUDICATION

Les critères d’adjudication sont *(selon choix à définir)* les suivants :

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| **CRITERES D'ADJUDICATION** | **PONDERATION** |
| ***Compréhension de la problématique*** | ***%*** |
| ***Qualité économique globale de l'offre***   * *prix* * *crédibilité du prix (heures, tarifs…)* | ***%*** |
| ***Qualification et expérience de la personne clé*** | ***%*** |
| ***Prise en compte des principaux aspects du développement durable*** | ***%*** |
| ***Total*** | ***100 %*** |

* 1. EvaluationS dES dossierS d’OFFRES DES CANDIDATS

L’évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l’adjudicateur. L’évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

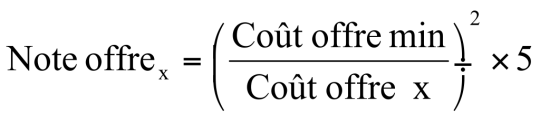
* 1. Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu’un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n’a pas fourni l’information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l’offre ne correspond pas du tout aux attentes de l’adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu’au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L’adjudicateur n’a pas l’obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

* 1. Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l’offre la moins-disant à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l’offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l’adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l’offre la moins-disant.



* 1. Notation du temps consacré pour l’exécution du marché

L’adjudicateur *n’a pas l’intention / a l'intention* de noter les offres sous l’angle du temps consacré pour exécuter le marché*.*

* 1. Collège d’évaluation

Pendant la durée de l'appel d'offres**,** l’adjudicateur a décidé de mettre en place un collège d’évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom, prénom, fonction

*Membres professionnels dépendants du MO*

*Membres professionnels indépendants*

*Membres suppléants*

*Experts*

* 1. Modifications de l’offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l’adjudicateur. A l’échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l’adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

* 1. Décision d’ADJUDICATION

La décision d’adjudication sera notifiée par écrit, dûment motivée, aux candidats qui auront participé à l'appel d'offres et dont le dossier est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d’analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

* 1. Renseignements relatifs à la décision d’ADJUDICATION

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n’est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l’adjudicateur ou son représentant, en vue d’obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d’appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l’intention de déposer un recours.

* 1. Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

* l’appel d’offres (à compter de la date de la publication) ;
* la décision de sélection ou relative au choix des participants à la procédure sélective (à compter de la date de sa notification) ;
* la décision d’exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
* la décision d’interruption l'appel d'offres (à compter de la date de sa notification) ;
* la décision de répétition ou de renouvellement de l'appel d'offres (à compter de la date de publication ou du lancement du nouvel appel d'offres) ;
* la décision d’adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
* la décision de révocation de la décision d’adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
* la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
* la décision de refus d’inscrire le bureau sur une liste, si existante, de candidats qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l’autorité de recours compétente généralement le Tribunal administratif de la République et canton de Genève dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les féries judiciaires ne s’appliquent pas.

Le recours n’a pas d’effet suspensif, sauf s’il est accordé, ou sur demande du candidat, par l’autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l’énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

* 1. Signature du contrat suite à la décision d’adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d’adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d’optimisation, le cas échéant, par les candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication; le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l’adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d’adjudication n’engage pas l’adjudicateur à signer un contrat si des conditions d’exécution ne sont plus réunies.

*Les règlements SIA 102,103,108 sont applicables*

Clauses contractuelles particulières:

* …………………………………….
* …………………………………….